

L'essentiel en bref - Analyse post-vote de la loi
Désenchevêtrement des tâches entre l'État et les communes (DETTEC)



Malgré le soutien au contenu, la complexité et l'incertitude ont conduit au rejet du DETTEC

Analyse post-votation du vote du 12 novembre 2023
sur le premier paquet DETTEC

Équipe de projet

Urs Bieri : co-directeur

Martina Mousson : responsable de projet

Adriana Pepe : chef de projet junior

Annick Doriot : chef de projet junior

Alessandro Pagani : Scientifique de données junior

Daniel Bohn : collaborateur de projet

Roland Rey : Collaborateur de projet / Administration

Berne, le 26.02.2024

Publication : n'est pas prévu pour la publication

Table des matières

1	INTRODUCTION.....	4
2	CONSTATATIONS.....	5
2.1	Mobilisation.....	5
2.2	Formation d'opinion et travail d'information.....	6
2.3	Schémas conflictuels de la décision de vote.....	10
2.4	Polyvalence du non malgré l'acceptation des arguments en faveur du oui.....	11
2.5	Système de santé fribourgeois.....	16
2.6	Initiative populaire et contre-projet.....	17
3	SYNTHÈSE.....	20
4	ANNEXE.....	22
4.1	Données techniques de base.....	22
4.2	Équipe gfs.berne.....	23

1 Introduction

Sur mandat de l'Etat de Fribourg, l'institut de recherche gfs.bern a réalisé une analyse post-votation sur le désenchevêtrement des tâches entre l'Etat et les communes, en abrégé DETTEC. Les résultats montrent pourquoi le projet a échoué dans les urnes et quelle est la position de la population fribourgeoise par rapport au système de santé.

Le 12 novembre 2023, les électeurs fribourgeois ont rejeté par 56,2% des voix le projet des autorités "Désenchevêtrement des tâches entre l'Etat et les communes", axé sur le social et la santé, en abrégé DETTEC. Le projet prévoyait une nouvelle répartition des tâches entre le canton et les communes selon le principe de subsidiarité. Après le non, le canton a voulu en savoir plus sur les raisons de ce rejet.

La présente analyse a posteriori de cette votation met principalement en lumière qui était pour ou contre le projet et pour quelles raisons. Un accent a été mis sur la compréhension des messages et la confiance accordée au projet des autorités.

En outre, dans une perspective d'avenir proche, il a été analysé quelle était la position des électeurs fribourgeois par rapport au système de santé et quelles étaient leurs attitudes par rapport à l'initiative "Pour des urgences hospitalières publiques de proximité 24/24" et à son contre-projet.

Les résultats de la post-analyse se basent sur un sondage représentatif réalisé auprès d'environ 1676 électeurs du canton de Fribourg. L'enquête s'est déroulée du 23 décembre 2023 au 5 février 2024. Vous trouverez des détails sur la méthode et l'échantillon dans l'encadré d'information à la fin du cockpit.

2 Résultats

2.1 Mobilisation

Malgré un débat intense en amont de la votation, le projet de "désenchevêtrement des tâches entre l'Etat et les communes" (en abrégé DETTEC) n'a pas particulièrement réussi à mobiliser. Seuls 32,3 % des électeurs fribourgeois ont participé au scrutin du 12 novembre 2023. C'est un chiffre bas, surtout si l'on considère que le 2e tour des élections pour les deux sièges fribourgeois au Conseil des Etats avait lieu le même jour.

Les personnes plus âgées et celles ayant un niveau d'éducation formel élevé ont davantage participé au vote sur le DETTEC.

On observe également une participation légèrement plus élevée chez les hommes (32% contre 28%), les électeurs des zones urbaines (34% contre 27%) ainsi que chez les partisans des Verts (46%), des Verts libéraux (47%) et du PLR (42%). Les sympathisants de l'UDC et les personnes sans affiliation politique sont les moins mobilisés (21% chacun).

La mobilisation en fonction de la confiance accordée au Conseil d'Etat est certes statistiquement significative, mais elle ne témoigne pas d'une augmentation de la participation des électeurs méfiants. Ceux qui font le plus souvent confiance au Conseil d'Etat ont été un peu plus enclins à participer que ceux qui ne lui font que parfois ou rarement confiance (34% contre 28%). Cela n'est pas étonnant dans la mesure où les électeurs qui se méfient du gouvernement ont tendance à ne pas participer aux votations.

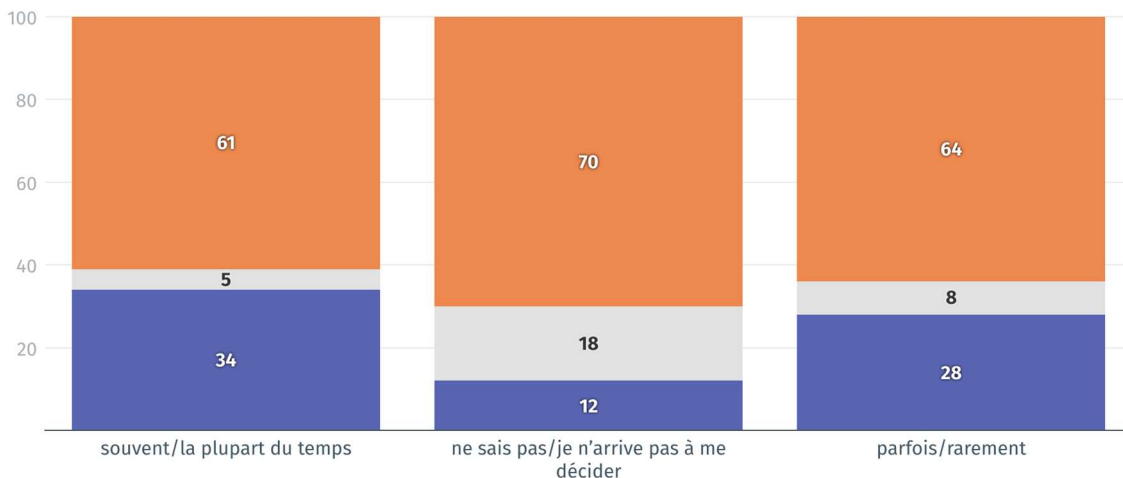
Graphique 1

Participation à la votation DETTEC nach Confiance dans le Conseil d'État

En règle générale, plus de la moitié des votants ne se rend pas aux urnes lors de votations. Qu'en est-il dans votre cas, avez-vous pris part à la votation sur le DETTEC ou non?

en % des votants

■ Oui, j'ai participé à la votation ■ ne sais pas/pas de réponse ■ Non, je n'ai pas participé



© gfs.bern, post-analyse FR, décembre 2023 / janvier 2024 (N=1676), sig., Cramér's V = 0.14

2.2 Formation de l'opinion et travail d'information

Autour de la votation sur le premier paquet de désenchevêtrement des tâches entre l'Etat et les communes, on trouve des indices clairs que les Fribourgeois-e-s ayant le droit de vote ont eu du mal à se forger une opinion, ce qui pourrait expliquer en partie la faible participation. Près des trois quarts des votant-e-s indiquent qu'il leur a été plutôt difficile de se faire une idée sur l'objet de la votation grâce aux informations reçues. Cette situation peut s'expliquer par le fait que ce projet spécifique des autorités était de nature plutôt technique et ne pouvait pas être jugé très facilement à partir de son propre quotidien.

De plus, plusieurs partis se sont montrés divisés sur la question du DETTEC, ce qui a fait disparaître dans une certaine mesure un point de repère important pour la formation de l'opinion.

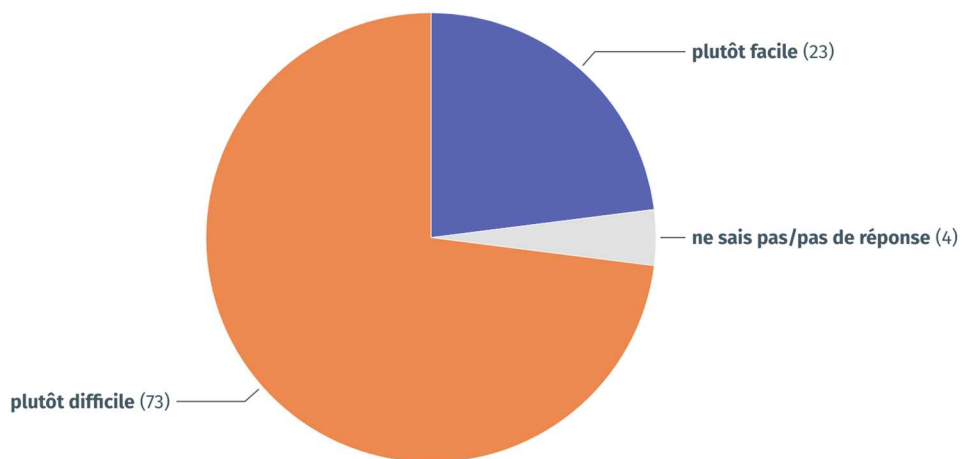
Le rejet du projet DETTEC repose donc, du moins en partie, sur une surcharge de contenu et les électeurs ont finalement donné la priorité au statu quo connu à 56,2 %.

Graphique 2

Difficulté à se forger une opinion

Lors de la votation sur le DETTEC, était-il plutôt facile ou plutôt difficile de se faire une idée du sujet de la votation à l'aide des informations reçues?

en % des votants ayant participé à la votation DETTEC



© gfs.bern, post-analyse FR, décembre 2023 / janvier 2024 (n=1031)

Les électeurs qui ont participé à la votation sur le DETTEC auraient manifestement souhaité être mieux informés. Près des deux tiers d'entre eux indiquent qu'ils trouvent que le Conseil d'État et les autorités en général n'ont pas fourni suffisamment d'informations avant la votation. Près d'un quart d'entre eux estiment toutefois que le travail d'information a été suffisant.

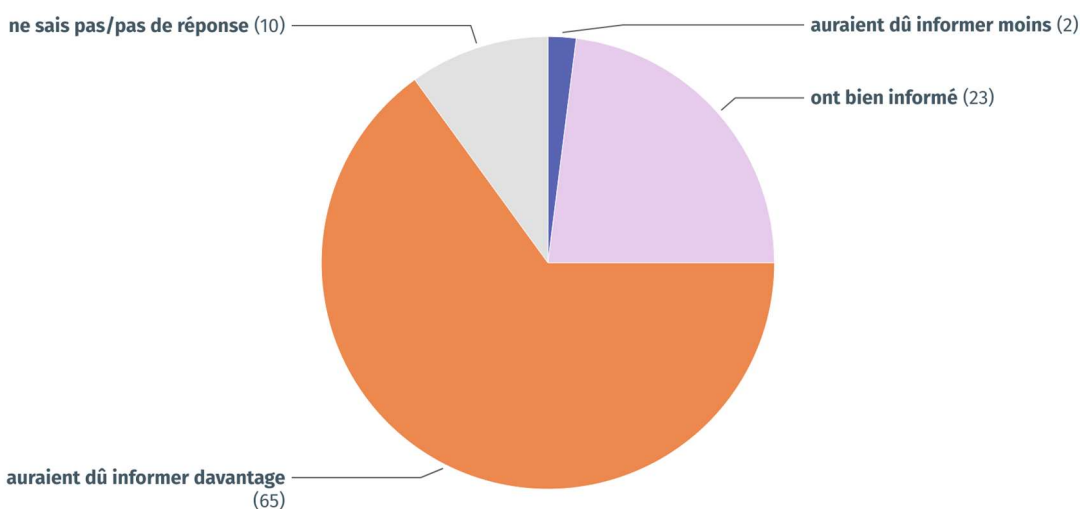
Seuls 2 % estiment qu'il y a eu trop d'informations. Aucune différence statistiquement significative n'a été constatée dans le comportement de vote ou selon des critères sociodémographiques. En d'autres termes, l'évaluation du travail d'information par le Conseil d'Etat et les autorités n'a pas eu d'effet sur le résultat de la votation.

Graphique 3

Travail d'information des autorités

Pensez-vous avoir reçu trop, suffisamment ou pas assez d'informations du Conseil d'État et des autorités avant la votation sur le DETTEC?

en % des votants ayant participé à la votation DETTEC



© gfs.bern, post-analyse FR, décembre 2023 / janvier 2024 (n=1031)

En ce qui concerne l'équilibre des informations fournies par les autorités, les votants sont divisés en deux groupes presque égaux : 38% ont qualifié les informations de (plutôt) neutres et 40% de (plutôt) unilatérales. Un peu plus d'une personne sur cinq n'a pas pu ou voulu répondre à cette question.

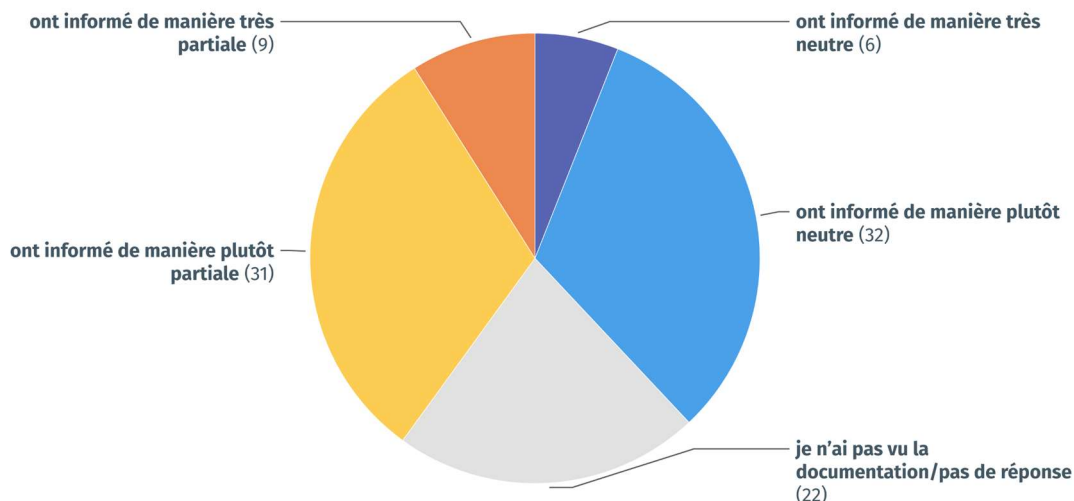
Ainsi, l'évaluation du contenu du travail d'information par les autorités est ambivalente et c'est sur ce point que l'on constate une nette corrélation avec le comportement de vote : Les électeurs qui ont voté oui ont estimé que l'information fournie par le Conseil d'État et les autorités était équilibrée. Ceux qui ont voté non ont trouvé l'information unilatérale.

Graphique 4

Equilibre de l'information des autorités

Et diriez-vous que le Conseil d'État et les autorités ont informé de manière neutre ou partielle avant le vote sur le DETTEC?

en % des votants ayant participé à la votation DETTEC



© gfs.bern, post-analyse FR, décembre 2023 / janvier 2024 (n=1031)

En ce qui concerne la crédibilité des acteurs, il apparaît que les services d'aide et de soins à domicile, les communes et leurs administrations ont été jugés les plus crédibles (valeurs comprises entre 67% et 73%).

Toutefois, la plupart des autres organisations interrogées bénéficient également de la confiance d'une majorité absolue. C'est notamment le cas du Conseil d'Etat du canton de Fribourg, de l'administration cantonale et des acteurs du secteur de la santé.

Le comité contre fait exception à cette règle, puisqu'il n'a réussi à convaincre qu'une majorité relative (40%), ce qui est remarquable compte tenu du vote négatif. Les électeurs se montrent polarisés en ce qui concerne les médias (41% crédibles contre 42% peu crédibles) et le comité des "pour" (32% contre 31%).

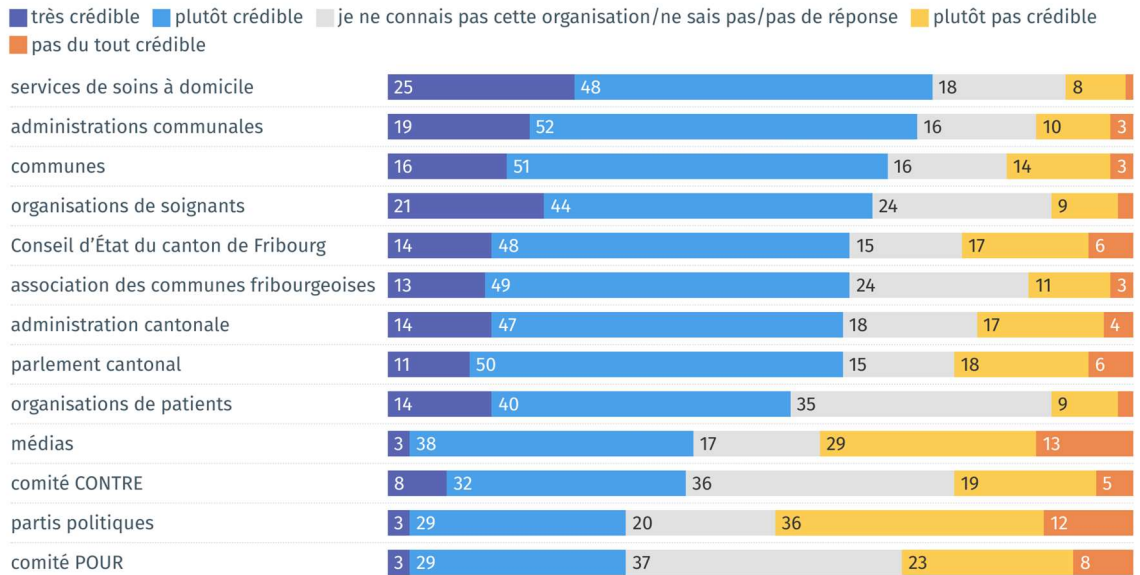
Le manque de crédibilité s'observe chez les partis politiques, puisqu'une majorité relative n'est pas convaincue de leur crédibilité en ce qui concerne le DETTEC (48%).

Graphique 5

Crédibilité des acteurs

Vous voyez maintenant une liste d'organisations qui se sont exprimées sur le projet. Veuillez évaluez-vous la crédibilité de chacune de ces organisations pour s'exprimer sur le désenchevêtrement des tâches ou DETTEC. Si vous ne connaissez pas une personne ou une organisation, indiquez-le en conséquence.

en % des votants ayant participé à la votation DETTEC



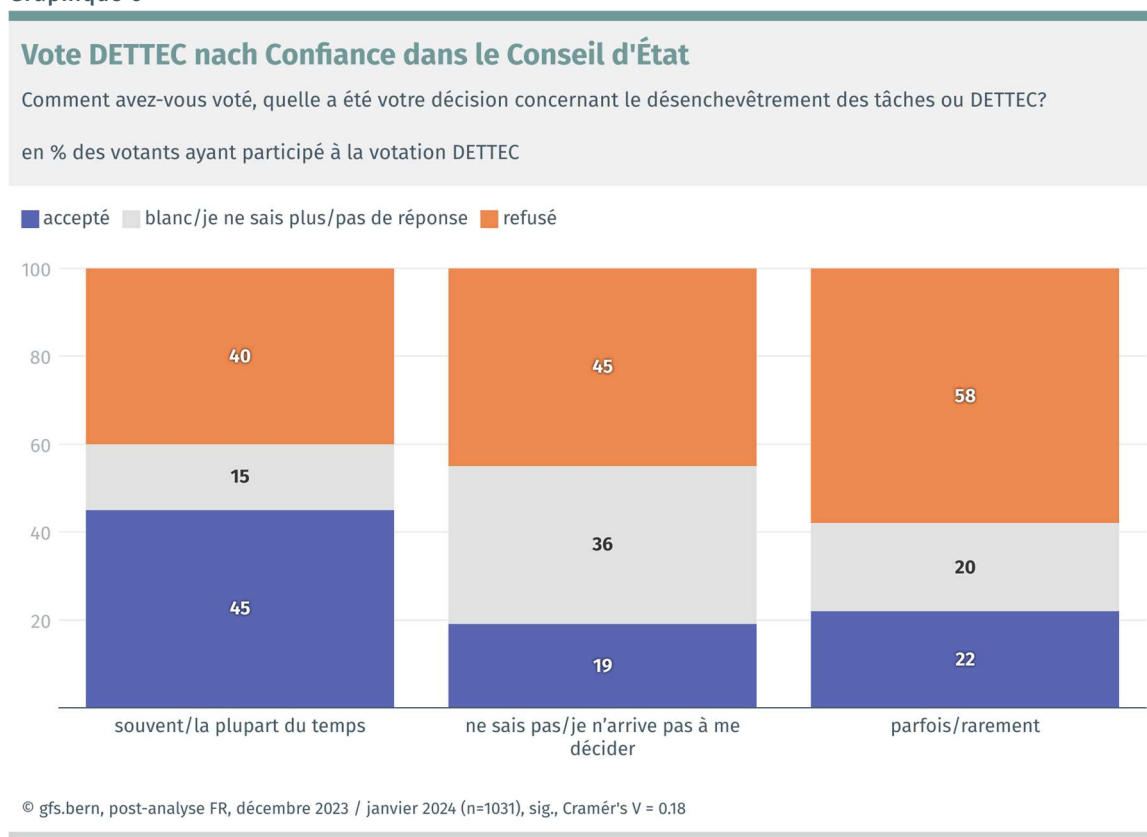
© gfs.bern, post-analyse FR, décembre 2023 / janvier 2024 (n=1031)

2.3 Schéma conflictuel de la décision de vote

C'est sur cette base structurelle que les électeurs ont majoritairement voté contre le projet DETTEC. Pour un projet des autorités, un vote négatif est l'exception. Dans ce qui suit, un aperçu du comportement de vote de différents sous-groupes montre dans quels milieux le projet a été rejeté.

Bien que les électeurs méfiants à l'égard du Conseil d'Etat fribourgeois ne se soient pas mobilisés plus que la moyenne, ils ont clairement rejeté le projet DETTEC. Un comportement de vote critique à l'égard des projets des autorités est un phénomène connu pour de tels électeurs méfiants, qui se manifeste aussi régulièrement lors de votations nationales. En revanche, il n'a pas suffi que le groupe majoritaire des personnes qui font confiance à la politique approuve le projet à une majorité relative.

Graphique 6



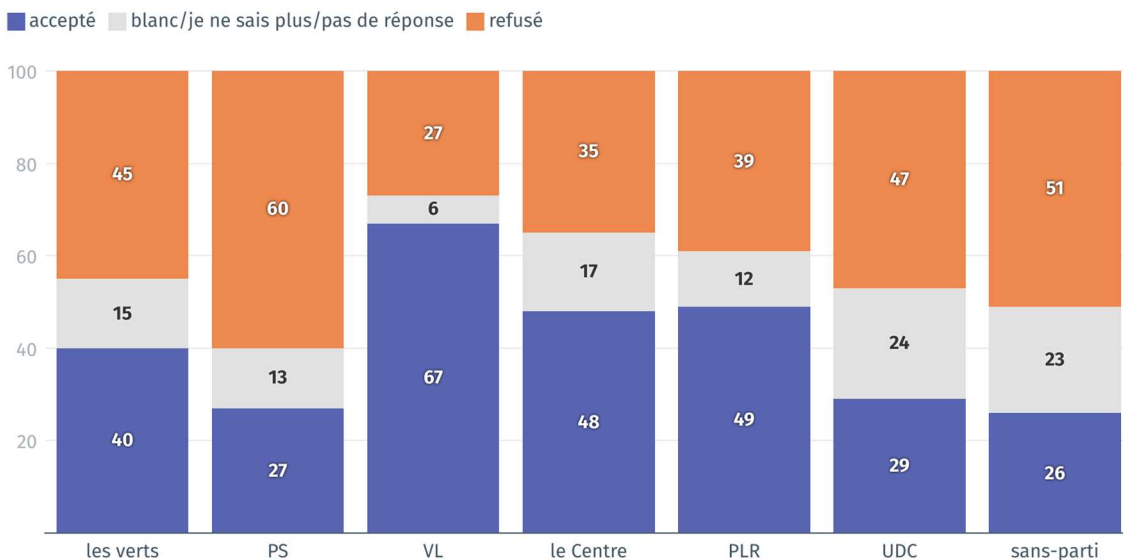
On constate en outre des différences importantes selon l'affinité des partis : une majorité absolue en faveur du projet DETTEC ne se trouve que dans le camp des PVL (67%). Des majorités relatives en faveur du projet se trouvent au Centre (48%) et au PLR (49%). C'est dans le camp du PS que le rejet est le plus net (60%), suivi par les personnes non affiliées à un parti (51%). Les sympathisants de l'UDC se sont prononcés relativement majoritairement contre le projet DETTEC (47%).

Graphique 7

Vote DETTEC nach affiliations aux partis

Comment avez-vous voté, quelle a été votre décision concernant le désenchevêtrement des tâches ou DETTEC?

en % des votants ayant participé à la votation DETTEC



© gfs.bern, post-analyse FR, décembre 2023 / janvier 2024 (n=992), sig., Cramér's V = 0.19

L'âge, le sexe, le type de commune ou le revenu n'ont pas eu d'influence statistiquement significative sur le vote. Ainsi, la décision de vote sur le projet DETTEC se présente avant tout comme un choix politique.

2.4 Polyvalence du non malgré l'acceptation des arguments en faveur du oui

La difficulté attestée à se forger une opinion se reflète dans l'évaluation générale du désenchevêtrement des tâches dans un avenir proche. Plus de la moitié des votants ne peuvent ou ne veulent pas juger si le désenchevêtrement des tâches est fondamentalement une bonne ou une mauvaise idée, ou si la mise en œuvre prévue était bonne ou mauvaise.

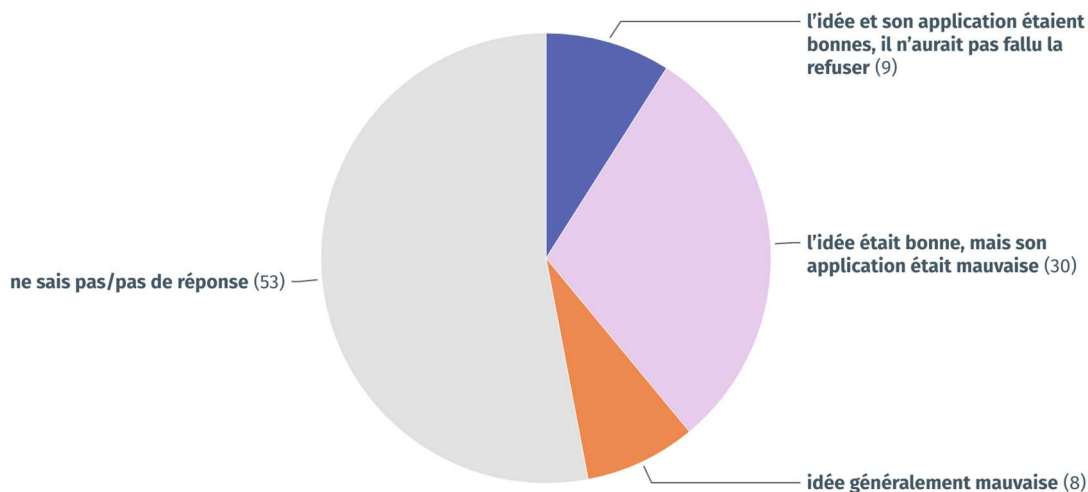
En revanche, 30 pour cent sont d'avis que l'idée est fondamentalement bonne, mais qu'il y aurait un potentiel d'optimisation dans la mise en œuvre. Seules des minorités ont toutefois estimé que le désenchevêtrement des tâches était une mauvaise idée en général ou qu'il s'agissait d'une bonne idée et d'une bonne mise en œuvre, jugeant ainsi que le rejet par les urnes était une erreur.

Graphique 8

Appréciation du DETTEC

Regardons maintenant vers l'avenir proche: en ce qui vous concerne, comment comprenez-vous le «non» des électeurs fribourgeois au désenchevêtrement des tâches ou DETTEC? Le désenchevêtrement des tâches est-il fondamentalement une mauvaise idée, ou l'idée en elle-même est-elle bonne, mais son application proposée était mauvaise?

en % des votants



© gfs.bern, post-analyse FR, décembre 2023 / janvier 2024 (N=1676)

Le rejet majoritaire s'explique également par le contenu. Dans l'ensemble, on trouve des majorités absolues qui voient une priorité dans le besoin de réforme concernant les différentes tâches (67%) et qui craignent une inégalité de traitement entre les communes résultant du désenchevêtrement des tâches (60%).

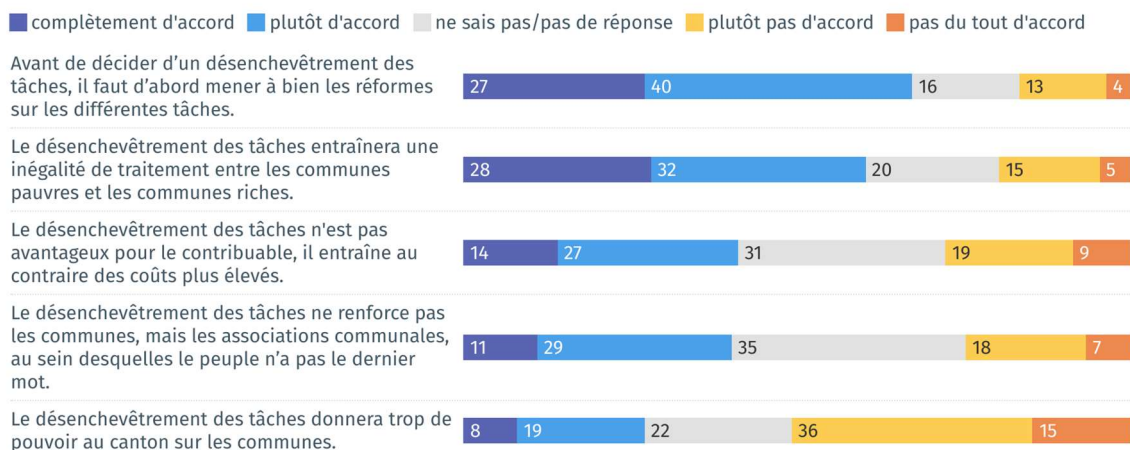
Une majorité relative soutient les arguments selon lesquels le projet DETTEC génère des coûts pour les contribuables (41%) et que les associations de communes seraient renforcées à la place des communes, ce qui aurait pour conséquence que le peuple n'aurait pas le dernier mot (40%). Une majorité absolue rejette l'argument selon lequel le désenchevêtrement des tâches conduirait à un pouvoir trop important du canton par rapport aux communes (51%).

Graphique 9

Arguments contre la votation DETTEC

Vous trouverez ici quelques arguments que l'on a régulièrement entendus ou lus autour de la votation sur le projet de désenchevêtrement des tâches ou DETTEC. Veuillez indiquer si vous êtes d'accord ou non avec ces arguments:

en % des votants ayant participé à la votation DETTEC



© gfs.bern, post-analyse FR, décembre 2023 / janvier 2024 (n=1031)

L'argument le plus soutenu est celui de la fonction de surveillance des communes par le canton, qui était également prévue dans le projet DETTEC (76% plutôt/pleinement d'accord). Les avis sont également largement partagés sur le fait que le désenchevêtrement des tâches permet une répartition plus claire des tâches, ce qui profite également aux personnes concernées (59%), ainsi que sur le fait que les communes savent mieux que quiconque comment accomplir les tâches de manière idéale et économique (58%). Une majorité relative soutient encore l'argument selon lequel le désenchevêtrement des tâches soutient les communes dans l'accomplissement de leurs tâches (47%).

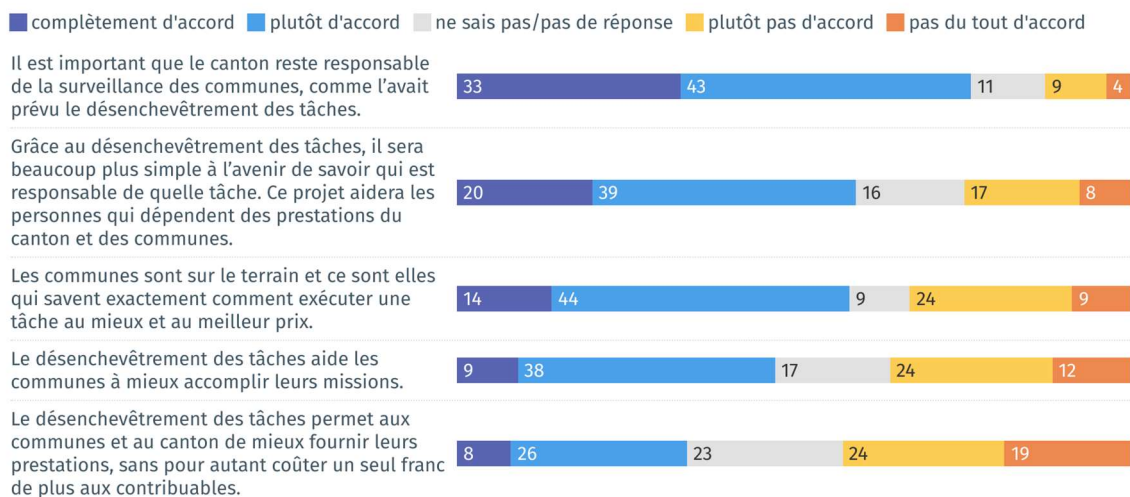
En revanche, le dernier argument en faveur du désenchevêtrement des tâches, testé ici, a été moins convaincant : une majorité relative des participants (43%) rejette l'affirmation selon laquelle le désenchevêtrement des tâches aurait une influence positive sur la fourniture des prestations sans pour autant représenter une charge financière pour les contribuables. Il convient toutefois de noter que près d'un quart n'a pas voulu ou pu évaluer cet argument. Le taux élevé de réponses positives aux autres arguments montre que les avantages de la réforme souhaitée ont été reconnus, mais que cela n'a pas nécessairement entraîné une décision de vote positive.

Graphique 10

Arguments pour la votation DETTEC

Vous trouverez ici quelques arguments que l'on a régulièrement entendus ou lus autour de la votation sur le projet de désenchevêtrement des tâches ou DETTEC. Veuillez indiquer si vous êtes d'accord ou non avec ces arguments:

en % des votants ayant participé à la votation DETTEC



© gfs.bern, post-analyse FR, décembre 2023 / janvier 2024 (n=1031)

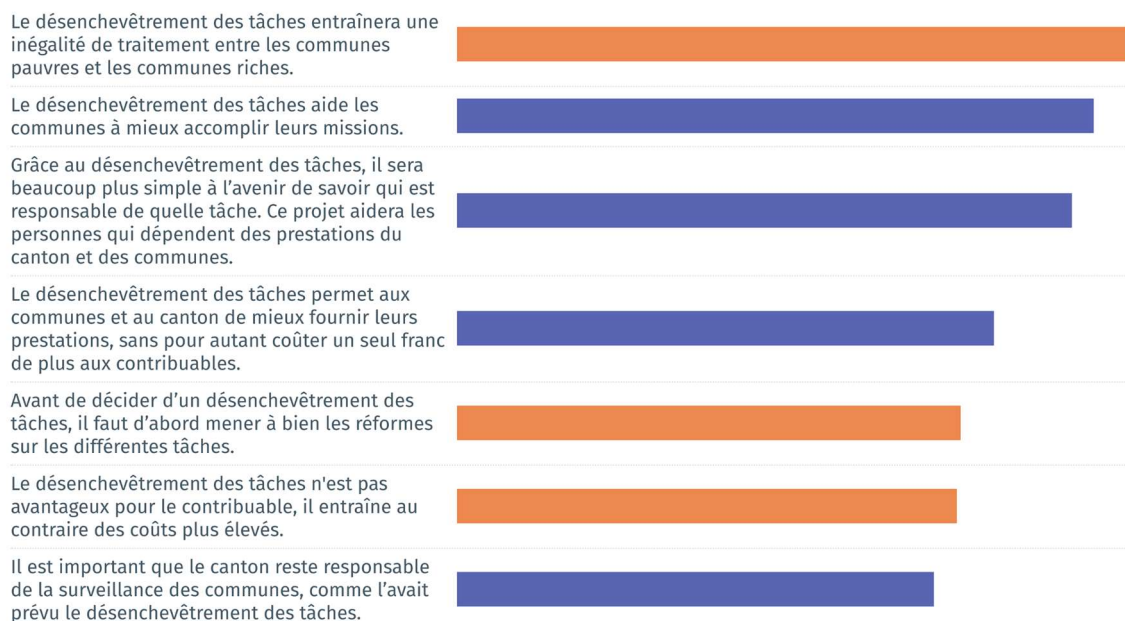
Un coup d'œil sur l'efficacité des arguments selon l'analyse de régression confirme l'ampleur des critiques sur le contenu du désenchevêtrement des tâches entre l'État et les communes. Sur le plan du contenu, le projet s'est heurté à un bouquet de préoccupations concernant les inégalités de traitement entre communes riches et pauvres, la nécessité de réformes en amont pour les différentes tâches ainsi que la crainte de coûts supplémentaires pour les contribuables. Dans le cadre de la campagne de votation, les opposants ont réussi à semer le doute sur ces points, ce qui est déterminant pour la décision.

En revanche, les électeurs ont plus probablement glissé un "oui" dans l'urne s'ils ont vu dans le projet DETTEC une opportunité de renforcer les communes dans l'accomplissement de leurs tâches et s'ils ont espéré une répartition plus claire des tâches en faveur des personnes concernées ou une meilleure fourniture des prestations sans coûts supplémentaires pour les contribuables. Un oui a en outre été favorisé si l'on parlait du principe que le désenchevêtrement des tâches permettrait de conserver la souveraineté du canton en matière de surveillance des communes.

Graphique 11

Influence des arguments sur le vote DETTEC

Base : votants ayant participé à la votation DETTEC



© gfs.bern, post-analyse FR, décembre 2023 / janvier 2024 (n=840), Degré d'explication: 50.0%

2.5 Santé publique fribourgeoise

Les électeurs fribourgeois jugent majoritairement que leur système de santé cantonal est bon (69%). 23% sont d'un avis contraire, mais parmi eux, seuls 3% estiment que le système de santé du canton de Fribourg est de *très* mauvaise qualité.

La qualité est jugée statistiquement plus élevée par les électeurs qui font confiance au Conseil d'Etat (74% plutôt/très bien), alors que les personnes méfiantes sont plus nombreuses à penser le contraire (30% plutôt/très mal). La prise en compte de l'appartenance politique montre que les sympathisants du PLR (78%), des Verts libéraux (73%) et de l'UDC (69%) sont les plus satisfaits de la qualité du système de santé.

Les partisans du PS et du Centre (68% chacun) ainsi que les sans-parti (66%) se situent au milieu du classement, tandis que les partisans des Verts (63%) sont ceux qui jugent la qualité du système de santé la plus basse en comparaison.

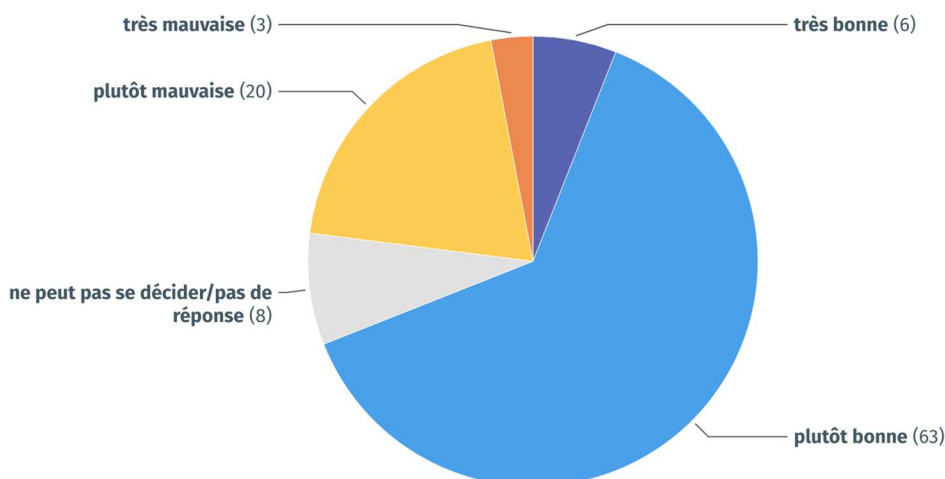
En ce qui concerne la comparaison avec le reste de la Suisse, une majorité relative des votants fribourgeois ne peut ou ne veut pas porter de jugement (45%). 36 % sont d'avis que le système de santé fribourgeois fait moins bien, dont 5 % nettement moins bien. En revanche, environ un cinquième des votants estime que le système de santé de leur canton est plutôt meilleur que celui de l'ensemble de la Suisse.

Graphique 12

Appréciation de la qualité du système de santé fribourgeois

De manière très générale, comment évaluez-vous la qualité du système de santé dans le canton de Fribourg? Pensez-vous que la qualité du système de santé dans le canton de Fribourg soit bonne ou mauvaise?

en % des votants



© gfs.bern, post-analyse FR, décembre 2023 / janvier 2024 (N=1676)

2.6 Initiative populaire et contre-projet

L'initiative "Pour des urgences hospitalières publiques de proximité 24/24" est à l'heure actuelle encore totalement inconnue des deux tiers des votants.

11% des personnes interrogées ont déjà entendu parler de l'initiative, 11% de l'initiative et 11% du contre-projet.

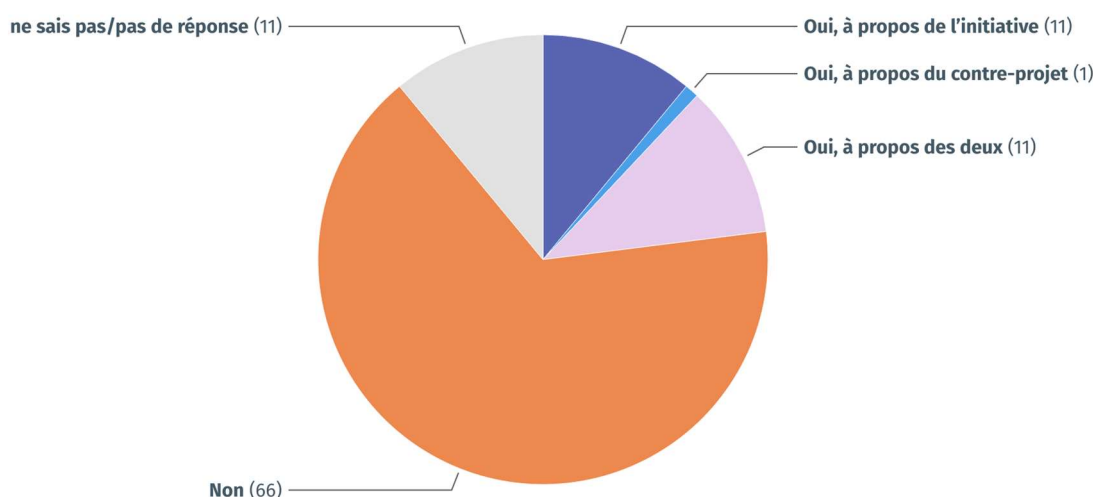
Seule une minorité (1%) a entendu, lu ou vu le contre-projet.

Graphique 13

Perception de l'initiative et du contre-projet

Avez-vous déjà entendu, lu ou vu quelque chose à propos de l'initiative «Pour des urgences hospitalières publiques 24/24 de proximité» et du contre-projet des autorités?

en % des votants



© gfs.bern, post-analyse FR, décembre 2023 / janvier 2024 (N=1676)

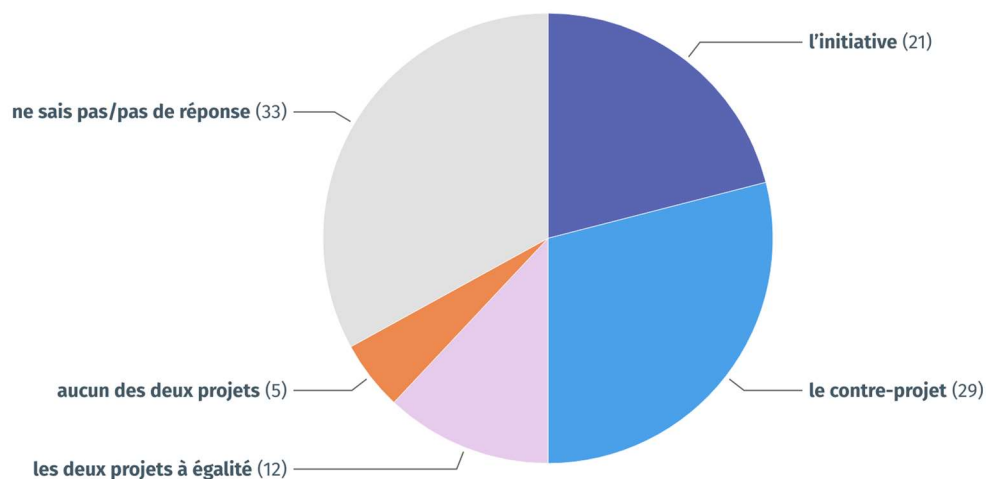
Cette méconnaissance encore largement répandue se reflète également dans l'évaluation de l'initiative populaire et du contre-projet, puisqu'un tiers des votants n'ont pas pu ou voulu se prononcer sur la variante la plus appropriée pour garantir une bonne prise en charge des urgences dans l'ensemble du canton. Actuellement, une majorité relative considère le contre-projet comme plus approprié (29%) que l'initiative (21%). 12% trouvent les deux variantes aussi bonnes l'une que l'autre, tandis que 5% estiment que les deux solutions proposées ne sont pas appropriées.

Graphique 14

Appréciation de l'initiative et du contre-projet

Lequel des deux projets estimez-vous le plus approprié pour garantir une bonne prise en charge médicale d'urgence dans l'ensemble du canton de Fribourg?

en % des votants



© gfs.bern, post-analyse FR, décembre 2023 / janvier 2024 (N=1676)

L'investissement prévu par l'hôpital fribourgeois dans un nouveau bâtiment central est considéré comme justifié par une majorité absolue (57%).

24 % des votants s'y opposent.

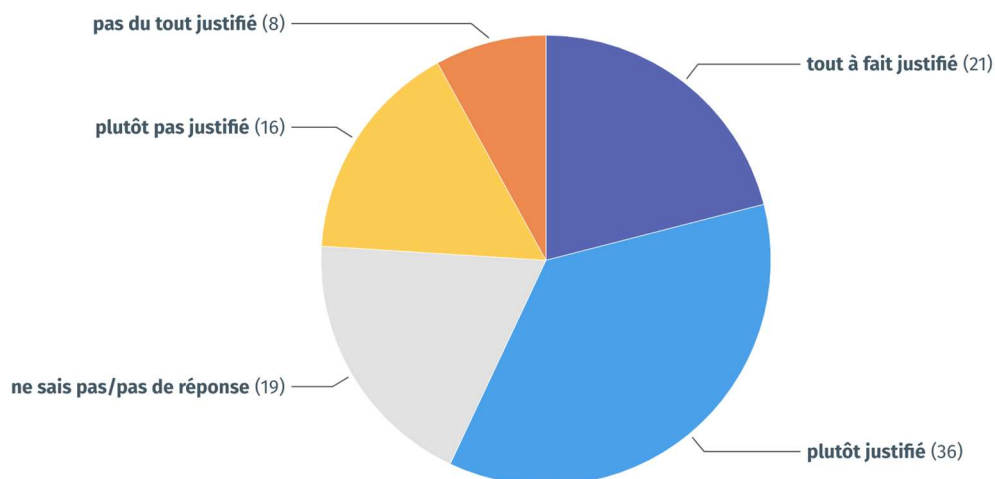
Les personnes les plus favorables à ce projet sont les hommes (60% plutôt/absolument justifié), les citoyens (59%), les personnes dont le revenu du ménage se situe entre 7'000 et 9'000 francs et celles qui font confiance au Conseil d'Etat (65%). Les personnes âgées de 40 à 64 ans (28% plutôt pas/pas du tout justifié) sont plus souvent opposées à la nouvelle construction prévue.

Graphique 15

Appréciation de l'investissement pour le nouvel hôpital

L'Hôpital fribourgeois a l'intention d'investir une somme importante (environ 700 millions de francs) dans la construction d'un hôpital moderne sur le site de Fribourg. Pensez-vous qu'un tel investissement soit justifié ou non?

en % des votants



© gfs.bern, post-analyse FR, décembre 2023 / janvier 2024 (N=1676)

L'intention du canton de financer cette entreprise par un prêt est soutenue par une majorité absolue (55%), alors qu'un quart des votants n'est pas d'accord.

Ce large soutien est également présent pour l'intention de cautionnement du canton : De même, 55% l'approuvent, tandis que 22% s'y opposent.

3 Synthèse

Le 12 novembre 2023, les électeurs fribourgeois ont voté sur le premier paquet du désenchevêtrement des tâches entre l'Etat et les communes (DETTEC) et ont rejeté le projet des autorités à 56,2 %. Ce rejet se fonde sur plusieurs éléments :

Difficulté à se forger une opinion



Il n'a pas été facile pour les électeurs fribourgeois de se forger une opinion sur le projet DETTEC. Un projet complexe et éloigné du quotidien, dont les conséquences ne pouvaient pas être évaluées de manière définitive, a suscité la méfiance de différents acteurs politiques. Au final, ces facteurs se sont traduits par une participation relativement faible.

Le travail d'information des autorités a été jugé trop maigre. La majorité des votants estiment que le Conseil d'Etat et les autorités n'ont pas suffisamment informé en amont. Sur le fond, les critiques à l'égard de l'information des autorités (trop unilatérale) et les louanges (neutres) s'équilibrent. Les acteurs les plus crédibles en ce qui concerne le projet DETTEC étaient, du point de vue des votants, les services d'aide et de soins à domicile ainsi que les communes et leurs administrations, et en second lieu seulement les acteurs au niveau cantonal. Seuls les partis ont été jugés peu crédibles par une majorité.

Comportement de vote sur le DETTEC



La décision de vote sur le DETTEC était avant tout politique, les variables sociodémographiques jouant un rôle clairement secondaire. Il n'y a guère d'indices montrant que les personnes qui se méfient du Conseil d'Etat étaient plus mobilisées que la moyenne pour ce scrutin. En revanche, lorsque les personnes qui se méfient de la politique ont participé, elles ont rejeté le projet.

Le projet a été soutenu de justesse par les participants ayant confiance dans le Conseil d'Etat fribourgeois et par les sympathisants des partis du Centre. En revanche, le rejet a été le plus net parmi les partisans du PS et les sans-parti, suivis par le camp de l'UDC. Le coup de force de la gauche et de la droite contre le projet DETTEC a donc fini par l'emporter dans les urnes.

Inégalités de traitement et considérations de coûts : des pièges à éviter



L'idée du désenchevêtrement des tâches trouve un écho auprès d'une majorité relative d'électeurs, mais sa mise en œuvre a été jugée mauvaise. Les principaux arguments en faveur d'un non dans les urnes étaient les inquiétudes quant à une inégalité de traitement entre les communes riches et les communes pauvres, la nécessité de réformes en amont pour les différentes tâches ainsi que des considérations de coûts. En revanche, un "oui" était le plus probable si les votants espéraient que le projet renforcerait les communes dans l'accomplissement de leurs tâches, qu'il permettrait une répartition plus claire des tâches, qu'il améliorerait la fourniture des prestations sans entraîner de coûts pour les contribuables et qu'il maintiendrait la surveillance cantonale sur les communes.

Perception des soins de santé



Les électeurs fribourgeois sont dans l'ensemble satisfaits de la qualité de leur système de santé. La comparaison au niveau suisse n'a pas été facile pour tous les votants, car près de la moitié d'entre eux n'ont pas pu ou voulu donner de réponse. Lorsqu'une comparaison a été faite, une majorité relative était d'avis que son propre système de santé était moins performant.

Initiative et contre-projet peu connus



L'initiative populaire "Pour des urgences hospitalières publiques de proximité 24/24" ainsi que le contre-projet élaboré ne sont pas encore connus des deux tiers des votants au moment de l'enquête. L'investissement de l'hôpital fribourgeois dans le nouvel hôpital prévu est soutenu par une majorité absolue. Il en va de même pour le prêt qui y est lié et l'intention de cautionnement du canton de Fribourg.

4 Annexe

4.1 Données techniques clés

1676 électeurs du canton de Fribourg ont été interrogés entre le 23 décembre 2023 et le 5 février 2024. L'enquête a été réalisée en ligne et sur invitation et rappel postaux. Toutes les données sont valables pour une probabilité de 95% avec une marge d'incertitude de $\pm 2,4$ points de pourcentage. Les résultats ont été pondérés en fonction de l'âge, du sexe et du district des électeurs fribourgeois ainsi que du résultat réel de la votation. Ainsi, les opinions des partisans et des opposants au projet sont prises en compte de manière proportionnelle.

Tableau 1: Détails méthodologiques

Mandant	Canton de Fribourg
Population de référence	Electeurs du canton de Fribourg
Base d'adresses	Registre des habitants du canton de Fribourg
Méthode d'enquête :	enquête écrite (en ligne)
Période d'enquête	23.12.2023 - 05.02.2024
Type d'échantillonnage	Échantillon aléatoire du registre cantonal des habitants
Taille de l'échantillon	Total des personnes interrogées CH N = 1676
Épuisement	21%
Erreur d'échantillonnage	$\pm 2,4$ % à 50/50 et 95 % de probabilité
Pondération	Age x Sexe x District, force du parti, participation au vote DETTEC x District, résultat de la votation x District

gfs.berne, analyse ultérieure du désenchevêtrement des tâches entre l'État et les communes, février 2024

4.2 Équipe gfs.berne

URS BIERI

Co-directeur et membre du conseil d'administration gfs.berne, politologue et spécialiste des médias (lic. rer. soc.), Executive MBA FH en management de la communication.

management stratégique, chargé de cours au VMI de l'université de Fribourg et à la ZHAW Winterthur

✉ urs.bieri@gfsbern.ch



Points forts de l'activité : Suivi de thèmes et d'enjeux, analyses d'image et de réputation, technologies à risque, analyses de concertation, préparation et suivi de campagnes, analyses de communication intégrées, méthodes qualitatives

Publications sous forme de livres, dans des ouvrages collectifs, dans des revues spécialisées, dans la presse quotidienne et sur Internet, publication actuelle : Bieri, U et al. Digitalisierung der Schweizer Demokratie, Technologische Revolution trifft auf traditionellen

MARTINA MOUSSON

Chef de projet, politologue

✉ martina.mousson@gfsbern.ch



Domaines de spécialisation :

Analyse de thèmes et d'enjeux politiques, votations et élections nationales (SRG-Trend, analyses VOX, baromètre électoral), analyses d'image et de réputation, analyses de communication intégrées, analyses de contenu des médias, méthodes qualitatives, thèmes de société (recherche sur la jeunesse, éducation, racisme, familles, classe moyenne).



ADRIANA PEPE

Chef de projet junior, politologue

✉ adriana.pepe@gfsbern.ch

Points forts de la campagne :
Société, Issue Monitoring, démocratie directe,
votations, politique énergétique, jeunesse



ANNICK DORIOT

Chef de projet junior, politologue

✉ annick.doriot@gfsbern.ch

Points forts de l'actualité :
Votations, élections, relations internationales,
Politique de sécurité



ALESSANDRO PAGANI

Scientifique de données junior

✉ alessandro.pagani@gfsbern.ch

Domaines de spécialisation :
élections, votations,
analyse de données, programmations, visualisations,
recherches, méthodes quantitatives et qualitatives



DANIEL BOHN

Collaborateur de projet, informaticien spécialisé dans le développement d'applications

✉ daniel.bohn@gfsbern.ch

points forts de l'activité :
analyse quantitative et qualitative des données,
traitement des données, visualisation



ROLAND REY

Collaborateur de projet / Administration

✉ roland.rey@gfsbern.ch

Domaines de spécialisation :
Publication assistée par ordinateur, visualisations,
administration de projets, administration de conférences

gfs.berne sa
14, rue Effinger
CH - 3011 Berne
+41 31 311 08 06
info@gfsbern.ch
www.gfsbern.ch

L'institut de recherche gfs.bern est membre de l'Association suisse des recherches de marché et sociales et garantit qu'aucune interview n'est réalisée dans un but ouvert ou caché de publicité, de vente ou de commande.

Plus d'informations sur www.schweizermarktforschung.ch

SWISS INSIGHTS
Institute Member

gfs.bern 